

BILLETS D'AFRIQUE N° 2 OCTOBRE 1993

« BILLETS D'AFRIQUE » VIVRA DE VOS BILLETS

Malgré toutes ses imperfections, le premier numéro de « BILLETS d'Afrique » a suscité, en France et en Afrique, un vif intérêt : certains y voient le début de la fin d'un « black out » qui ferait de l'Afrique Noire le terrain du « hors jeu », où tout serait permis : le pillage des ressources naturelles, le mépris du bien public, le blanchiment des financements occultes - et, pour couronner le tout, les milices protectrices d'un tel Eldorado. D'autres, en France, nous ont fait comprendre qu'une telle publication peut les aider à résister aux pressions affairistes.

Les dérives et détournements actuels ne profitant qu'à fort peu de personnes, il est de l'intérêt d'une très grande majorité de Français et d'Africains que « BILLETS d'Afrique » puisse accomplir son œuvre de salubrité. Il ne pourra le faire qu'à deux conditions :

- recevoir des billets d'information, de la part de lecteurs qui partagent ses objectifs et ses indignations
- recueillir le minimum de concours financiers (à commencer par des abonnements, ordinaires ou de soutien) permettant de fournir une information abondante et incontestable.

SALVES

Crise du logement

À l'instar du maréchal Mobutu et de nombreux dictateurs africains, l'ex-Président du Nigeria le général Babangida vient de s'offrir une somptueuse résidence sur la Côte d'Azur. (*Le Nouvel Horizon, Côte d'Ivoire, 24/09/1993*).

Hirondelle

Les financeurs du développement préfèrent les gros projets, même inutiles : ils trouvent trop élevé le coût de mise en place des petits crédits. La Grameen Bank a résolu ce problème au bénéfice de millions de paysans du Bangladesh.

Est-ce le printemps d'une nouvelle approche ? La Caisse Française de Développement commence à suivre cette voie. Elle a financé, pour 25 millions de F., deux projets de petit crédit rural au Burkina Faso.

L'Europe casse la barbaque

D'un côté, la CEE subventionne d'importants programmes de soutien à l'élevage en Afrique. De l'autre, elle vend à très bas prix la viande de qualité médiocre qui encombre ses frigos, privant de débouchés les éleveurs sahéliens. Quand Ubu crie : « Vive zébu ! » (*Campagne des associations Agir Ici et Solagral*)

Précédent

« Sept ans d'affaires et de pots-de-vin ». Sous ce titre, l'hebdomadaire italien Panorama publie un document explosif sur les scandales de l'aide publique au développement transalpine, et notamment les détournements massifs au profit de deux partis très honorables, le PSI et la DC. Toute ressemblance avec d'autres pays européens serait purement fortuite... (*Jeune Afrique n°1707*)

POINTS D'INTERROGATION

- D'où vient la sympathie de l'ambassadeur français au Soudan, Claude Losguardi, pour un régime qu'il considère comme le « représentant des masses musulmanes déshéritées » (mais sûrement pas des Dinkas ou des Noubas) ? L'achat de quelques Airbus, avec sans doute le concours du contribuable français, justifie-t-il tous les aveuglements ? (*La Lettre de l'Océan Indien, 11/09/1993*)

- Quelles instructions a reçues l'ambassadeur de France au Rwanda ? Il semble qu'elles soient en contradiction totale avec le processus de réconciliation nationale soutenu par l'OUA et les Églises africaines. Pourquoi la France freine-t-elle de tout son poids diplomatique l'arrivée d'une autre force de paix internationale (OUA ou ONU) ?

ILS ONT DIT

« La faillite de l'Afrique serait aussi la nôtre. [...] Nul ne peut méconnaître toutes les raisons qui justifient la poursuite d'un effort important de la France en faveur de l'Afrique. Mais comment ignorer, aussi, que les difficultés actuelles nous forcent à nous interroger sur la manière de la rendre plus efficace ? Aujourd'hui, plus de la moitié de notre aide aux États est consacrée à payer des dépenses de fonctionnement : elle évite le pire, mais elle ne prépare pas l'avenir. [...] Notre aide [...] doit intervenir dans des pays en paix avec eux-mêmes comme avec leurs voisins, et dans le cadre d'un consensus démocratique minimum : si ces conditions n'étaient pas remplies, le risque serait grand qu'elle soit confisquée au profit de certains, voire tout simplement détournée. » (*Édouard BALLADUR, Le Monde, 09/1993*)

« Tout le monde sait que les partis politiques sont financés par des détournements de trafics via l'Afrique. L'Afrique sert à blanchir l'argent des partis politiques. C'est scandaleux parce que, en pervertissant les élites, on fiche en l'air le développement de l'Afrique. Je maintiens que la transparence des circulations de l'argent est un minimum. Le Président y est totalement et farouchement opposé. Nous avons fait un certain nombre de progrès en démocratie, mais aucun en matière de droit économique, de droit des affaires, de clientélisme. C'est un cancer pour l'Afrique. » (*Erik Orsenna, Télérama, 09/1993*).

« La coopération Nord-Sud doit cesser de constituer un tissu de relations hypocrites entre bailleurs de fonds et assistés. Elle doit devenir un **véritable partenariat**, entre les sociétés du Nord et du Sud (et pas seulement entre les États) caractéristique d'une **réelle interdépendance**. [...] »

Dans ces perspectives, nous souhaitons particulièrement [...] la création d'un **comité international d'éthique et de contrôle de l'utilisation des fonds publics consacrés à la coopération et à l'aide au développement** [...] » (*Déclaration de Lambaréné, à l'issue du colloque « Quelles stratégies de coopération pour l'an 2000 ? » organisé du 21 au 24/09/1993 par la Fondation Schweitzer*)

« Le vrai banc d'essai de la politique africaine de la France, c'est l'affaire togolaise [l'élection présidentielle], et le bilan est accablant [...]. Il se confirme qu'en matière africaine, l'Élysée et le RPR font *grosso modo* cause commune pour garantir la continuité de la politique de la France au nom du maintien de la "stabilité" au Sud du Sahara. Cet objectif est devenu franchement pathétique maintenant que le franc CFA est sur le point d'être dévalué, que la zone franc est elle-même menacée, que la faillite de la coopération française est évidente aux yeux de ses agents les plus compétents.

Le citoyen français doit donc se demander où nous mène cette diplomatie. À coup sûr à la "haïtisation" du Togo et de tous les pays africains dont les dirigeants autoritaires en mal de restauration n'hésitent pas à "macoutiser" leur pouvoir [...]; à l'isolement diplomatique de la France, dernière des grandes puissances à materner ses clients les moins recommandables sur le plan des droits de l'homme.[...] Au Kenya, au Cameroun, en Guinée équatoriale, au Libéria, au Zaïre, au Rwanda, la France se fait pareillement prendre la main dans le sac de la restauration autoritaire, voire de la guerre, par ses partenaires européens les plus proches. [...] Partout les nouvelles élites africaines se détournent de la France sans plus cacher leur incompréhension, leur colère, leur tristesse, leur mépris.

En définitive, cette politique maximise les inconvénients : elle accélère la perte d'influence de la France au sud du Sahara et elle affaiblit sa crédibilité au centre de la scène internationale en l'enfermant dans une position d'arrière-garde, somme toute assez comparable à celle qu'elle occupait à la fin des années 50 quand elle niait les évidences algériennes ». (*J-F.BAYART, La Croix, 7/9/1993*).

« Le règlement du problème tchadien tient à la pression internationale mais dépend avant tout de la politique française. Comment la France a-t-elle pu recevoir le président Déby alors qu'il avait fait égorger 247 personnes à Goré (dans le Logone orientale) en février dernier ? La loi du silence ne pourra plus durer longtemps. L'année dernière, il y a eu un mouvement de révolte chez les coopérateurs français au Tchad. Ils ne pouvaient plus supporter de voir leur présence couvrir la situation du pays. Ils ont écrit une lettre ouverte à leur gouvernement, mais ont été expulsés avant même de pouvoir la signer. On a évidemment étouffé l'affaire » (*Enoch DJONDANG, Ligue tchadienne des droits de l'homme, Vivre autrement, 09/1993*)

À FLEUR DE PRESSE

Croissance, octobre 1993 (Philippe Chapleau) :

« "Ça sent la fin de règne, m'a-t-on lancé dans un taxi-brousse. S'il n'y avait pas la France, Djohar [le Président comorien] aurait déjà été écarté. On n'a plus confiance en eux : qu'ils partent tous, Djohar et sa clique, et les Français aussi [...] Paris soutient un Djohar corrompu qui n'a pas hésité à faire abattre deux Français résidents à Moroni et soupçonnés d'être des mercenaires", confie un responsable de l'UNDC (Union nationale pour la démocratie aux Comores) qui accuse le président comorien d'avoir ristourné une partie de l'aide financière accordée par la Coopération au bénéfice du PS français. De même, l'opposition voit la main de la France en mars 90, lorsque les résultats des premières élections libres tournèrent à l'avantage de Djohar alors que la commission électorale avait initialement déclaré Mohamed Taki vainqueur. En août 91, Djohar n'a dû son salut qu'à l'intervention d'un lieutenant-colonel français... Enfin, après la tentative de coup d'État du 26 septembre dernier et la mutinerie d'une partie des forces comoriennes, une aide logistique a permis aux forces de l'ordre de reprendre l'initiative. Quant aux conseillers militaires français sous la responsabilité du colonel Pitiot, ils assurent le commandement de fait de l'armée. Certains d'entre eux sont basés au camp de Kandani où sont incarcérés dans des conditions très précaires des officiers mutins. "Ces problèmes ne relèvent pas de leur compétence estiment les militaires français qui ne peuvent ignorer les sévices dont sont victimes les prisonniers" a déploré l'avocat des militaires inculpés. »

[Toute ressemblance avec les dérives de la présence française au Rwanda ou au Togo relève du pur hasard. Elle n'a rien à voir avec les liens très spéciaux, familiers ou familiaux, que le sommet de l'État français entretient avec ces pays].

LIRE

Conseil Économique et Social. Rapport d'André DUFFAURE *Développement du Tiers-Monde et croissance française - 1993*

Ce rapport déborde fort heureusement son sujet pour se transformer en une somme des problèmes du mal-développement, et un bilan des politiques de coopération. Un document utile donc, avec quelques notations très vigoureuses. L'autocensure collective de l'assemblée consultative lui interdit cependant, et c'est dommage, d'aller au bout de la critique et de proposer une stratégie.

Somalie, Stephen SMITH, Calmann-Lévy - 1993

L'après-Tchernobyl d'une coopération surcontaminée. Quand la gangrène de la corruption a détruit la notion même d'ordre public, on embouche les trompettes de la « guerre humanitaire » - forcément un échec.

L'état des savoirs sur le développement, Karthala, 1993.

Pour échapper au désespoir et au fatalisme, le guide des antidotes à la somalisation.